

Non classifié

GOV/TDPC/A(2006)2/REV1



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

28-Jun-2006

Français - Or. Anglais

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
COMITE DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**

GOV/TDPC/A(2006)2/REV1
Non classifié

ORDRE DU JOUR PROVISIOIRE

15e session du Comité des politiques de développement territorial

**29 et 30 juin 2006
Salle C, Château de la Muette,
Siège de l'OCDE, Paris**

L'ordre du jour provisoire de la 15e session du Comité des politiques de développement territorial est soumis aux délégués pour APPROBATION.

Pour plus de renseignements veuillez contacter Le Secrétariat de l'OCDE: Courrier-él: Suzanne-Nicola.Leprince@oecd.org; Tél.: 33 1 45 24 81 72

JT03211527

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

**COMITÉ DES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
ORDRE DU JOUR PROVISOIRE**

**15^e session, 29 et 30 juin 2006
Siège de l'OCDE, Paris**

Séance du matin : 10:00 – 13:00

- | | | |
|------------------|--|--------------------------|
| 10:00 –
10:10 | 1. Ordre du jour provisoire | GOV/TDPC/A(2006)1 |
| | 2. Compte rendu succinct de la 14^e
 session | GOV/TDPC/M(2005)2 |
| 10:10 –
10:30 | 3. Élection du Bureau | |
| 10:30 -
11:00 | 4. Rapports des présidences
 respectives du Comité des
 politiques de développement
 territorial et de ses groupes de
 travail | |

11:00 – 11:30 : Pause

- | | | |
|------------------|--|-----------------------------|
| 11:30 -
13:00 | 5. Programme de travail du
 Comité 2007-2008 | |
| | – Mise en œuvre du
Programme de travail | GOV/TDPC(2006)2/REV1 |
| | – Relations mondiales :
le développement régional
en Chine | GOV/TDPC(2006)3 |

Déjeuner : 13:00 – 15:00

Séance de l'après-midi : 15:00 – 17:00

- | | | |
|----------------------|--|--|
| 15:00-
15:30 | 6. Panorama des régions de
 l'OCDE 2007 : table des matières | GOV/TDPC(2006)5 |
| 15:30
*_
18:00 | 7. Compétitivité et gouvernance des
 métropoles
- Des villes compétitives dans une
économie mondiale :
– Rapport de synthèse
horizontal
avec exposé de :
« <i>L'exemple de Milan</i> »
« <i>La ville - région de
 Newcastle</i> » | GOV/TDPC(2006)6 et 7
GOV/TDPC/RD(2006)1

GOV/TDPC(2006)8 et 9
GOV/TDPC/RD(2006)2GOV/TDPC(2006)10
 et 11
GOV/TDPC/RD(2006)3 |

** 16:00 – 16:30: Pause*

18:00 – 20:00 Réception

Vendredi 30 juin

Séance du matin : 10:00 – 13:00

10:00 – 11:00	8. Examen des politiques nationales de clusters : pourquoi sont elles à nouveau jugées utiles ?	GOV/TDPC(2006)12 et 13 GOV/TDPC/RD(2006)4
------------------	--	--

11:00 – 11:30: Pause

11:30 – 12:30	9. La contribution des établissements d’enseignement supérieur au développement régional : questions et politiques	GOV/TDPC(2006)14 GOV/TDPC/RD(2006)5
------------------	---	--

12:30 - 13:00	10. – Questions diverses	
---------------------	---------------------------------	--

Document pour information

- **Rapport sur les Contrats entre niveaux de gouvernement : la gouvernance pluri niveaux du développement régional [GOV/TDPC/RD(2006)6]**
- **Calendrier du Comité pour 2006/7 [GOV/TDPC/RD(2006)7]**
- **Programme de l’OCDE sur la Chine sur la gouvernance publique et le développement territorial [GOV/TDPC/RD(2006)8]**
- **Le projet de l’OCDE sur la gouvernance en Chine [GOV/TDPC/RD(2006)9]**

NOTES

Point 3 : Élection du Bureau

Président : M. Fabrizio Barca (Italie)
Vice-Présidents : M. Wolf-Dietrich Huber (Autriche)
Mme Marilyn Kapitany (Canada)
M. Bernard Morel (France)
M. Takayuki Hara (Japon)
M. Roberto Villareal Gonda (Mexique)
M. Sandy Baruah (États-Unis)

1. Suite au départ de Mme Marilyn Kapitany (Canada) et de M. Bernard Morel (France), le Comité est invité à élire le Bureau suivant les propositions reçues des pays membres. Trois propositions de candidatures ont été reçues. Elles concernent Mme Johanne Béchar, Canada, M. P. Prodromidis, Grèce, et Mme Sylvie Esparre, France.

➤ **Action requise** : *Il sera proposé d'élargir le Bureau et le Comité est invité à élire le Bureau pour un an.*

Point 4 : Rapports des présidences respectives du Comité des politiques de développement territorial et de ses groupes de travail, et observations du Directeur, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial

2. M. Fabrizio Barca, Président du Comité, présentera l'ordre du jour de la 15^e session et fera le point des événements intervenus depuis la 14^e session du Comité.

3. Les présidents respectifs des Groupes de travail donneront un aperçu général des produits des différents groupes, des activités en cours et prévues et de la contribution de leurs travaux aux résultats attendus du Comité pour le prochain exercice biennal :

- Mme Margaret Clark, Présidente du Groupe de travail sur les politiques territoriales dans les zones rurales, exposera les conclusions de la 7^e session du Groupe de travail, tenue en novembre 2005. Elle rappellera aux délégués que la 8^e session aura lieu à Édimbourg, Écosse (Royaume-Uni), à l'occasion de la conférence annuelle de l'OCDE sur le développement rural, accueillie par les autorités écossaises, Royaume-Uni, du 18 au 20 octobre 2006.
- M. Takayuki Hara, Président du Groupe de travail sur les politiques territoriales dans les zones urbaines, exposera les conclusions de la 8^e session, tenue à Bilbao, Espagne, les 5 et 6 juin, à l'occasion d'un Séminaire local organisé par l'Association des municipalités basques (EUDEL).
- M. Dev Virdee, Président du Groupe de travail sur les indicateurs territoriaux, exposera les conclusions de la 12^e session du Groupe de travail tenue la veille de la réunion du Comité, le 28 juin.

➤ **Action requise** : *pour information*

Point 5 : Programme de travail du Comité pour 2007-2008

Mise en œuvre du Programme de travail

4. Mme Odile Sallard, Directeur, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial (GOV), informera le Comité des grandes orientations du programme de travail du Comité pour 2007-2008. Le projet de programme de travail s'inspire des observations formulées lors de la réunion

du 20 mars du Bureau élargi du Comité et tient compte des commentaires des pays membres reçus par la suite [GOV/TDPC(2006)2/REV1].

5. Le Comité examinera le programme de travail du Comité pour 2007-2008. Le débat sera centré sur la mise en œuvre de ce programme, passant en revue les résultats attendus du Comité pour le prochain exercice biennal.

➤ *Action requise : pour examen et approbation*

Relations mondiales :

- Développement régional et gouvernance pluri niveaux en Chine : note de position

6. Le Secrétariat présentera le Programme de l'OCDE sur la Chine sur la gouvernance publique et le développement territorial ainsi que le Projet de l'OCDE sur la gouvernance en Chine [documents de séance [GOV/TDPC/RD(2006)8 & 9], suivi d'une présentation sur une note de position qui pourrait servir à organiser les activités d'ouverture du Comité en direction de la Chine. Le principe est de centrer les efforts de coopération sur les questions les plus pertinentes, tant pour la Chine que pour les pays membres de l'OCDE, compte tenu des principales questions que soulève aujourd'hui le développement régional en Chine, des différentes mesures prises par les autorités chinoises en faveur du développement régional et du contexte général de la gouvernance à plusieurs niveaux. Plusieurs possibilités de coopération, qui ont déjà suscité l'intérêt des autorités chinoises, seront présentées aux délégués. La suite du programme de coopération avec la Chine s'appuiera sur les résultats obtenus et les contacts établis avec l'administration chinoise ces dernières années au moyen de diverses activités de coopération, sur la gouvernance publique et dans d'autres domaines.

➤ *Action requise : pour information*

Point 6 : Panorama des régions de l'OCDE 2007 : table des matières

7. Ce document expose la table des matières de la publication « Panorama des régions de l'OCDE » qui doit paraître à la fin de 2007.

➤ *Action requise : pour examen et approbation*

Point 7 : Compétitivité et gouvernance des métropoles

- Des villes compétitives dans une économie mondiale : Rapport de synthèse horizontal

8. Le rapport *Des villes compétitives dans une économie mondiale* sera exposé au Comité des politiques de développement territorial pour examen et approbation, compte tenu des commentaires formulés par les délégués lors de la 8^e session du Groupe de travail sur les politiques territoriales dans les zones urbaines. Le rapport final sera publié fin 2006.

9. Ce rapport réunit les principales conclusions de la série des examens territoriaux déjà menés dans des régions très urbanisées. A partir de cette analyse, des recommandations seront adressées aux responsables du développement régional et urbain, notamment aux autorités nationales. Le chapitre premier est consacré à l'évolution socioéconomique des régions très urbanisées, l'analyse exploitant une nouvelle base de données sans équivalent pour ces régions, qui porte sur 78 régions très urbanisées de plus d'un million et demi d'habitants définies selon des règles communes. Il apportera les informations que livrent un certain nombre d'indicateurs socioéconomiques comparant les régions très urbanisées de l'OCDE et les replaçant dans le contexte économique national. Il exposera, en conclusion, les principaux dilemmes que pose l'expansion de ce type de région, énonçant un certain nombre des choix stratégiques auxquels sont confrontés les responsables de l'action des pouvoirs publics. Ces questions seront approfondies au chapitre 2, centré en particulier sur la compétitivité, la qualité du cadre de vie et les projets stratégiques; et au chapitre 3, axé sur les questions que soulève le gouvernement des grandes agglomérations, notamment l'organisation de la coopération à l'intérieur de chaque agglomération, les relations des collectivités publiques et les finances des autorités urbaines.

➤ *Action requise : pour examen et approbation*

10. Dans le cadre de l'examen du Rapport de synthèse horizontal, deux études de cas seront présentées au Comité. Les rapports tiennent compte des commentaires communiqués aux délégués lors de la 8^e session du Groupe de travail sur les politiques territoriales dans les zones urbaines, les 5 et 6 juin 2006 à Bilbao, Espagne. Les délégués sont invités à donner leur avis sur ces rapports et à formuler les recommandations que leur inspire l'expérience de leur pays.

Compétitivité et gouvernance des métropoles : l'exemple de Milan

11. L'étude du cas de Milan sera présentée par M. Luigi Vimercati, *Executive Committee Member for Employment, Economic Activities and Innovation – Province of Milan, et Under Secretary in the Italian Ministry of Communication*; et M. Piergiorgio Monaci, *Director of the Economic Activities & Innovation Department – Province of Milan, Head Office of Economic Development, Training and Employment, Economic Activities & Innovation Department*. Milan est une riche région industrielle, qui entraîne la croissance de l'Italie du Nord et se classe désormais parmi les capitales économiques de l'OCDE les plus performantes. Le Secrétariat indiquera pourquoi Milan, qui a construit son développement sur un puissant réseau de grandes sociétés innovantes et de PME efficaces, doit aujourd'hui relever le défi d'intégrer un plus vaste territoire et de maintenir sa compétitivité de centre à haut niveau de services. La réussite de Milan dépendra en grande partie de son aptitude à mobiliser tous les acteurs dans des mécanismes de gouvernance d'ensemble. Un représentant des pays examinateurs, M. Massimo Iezzoni (Canada) ouvrira le débat en exposant son point de vue.

➤ **Action requise :** *pour examen et approbation*

Villes – régions : l'exemple de Newcastle

12. L'étude du cas de Newcastle et du Nord-Est de l'Angleterre sera présentée par M. Jonathan Blackie, *Regional Director, Government Office for the North East*; Mr. Ian Stratford, *Chief Executive, the Newcastle City Council*, et Ms Pat Ritchie, *Director of Strategy and Development, One North East*. Newcastle, agglomération de taille moyenne située dans une ancienne région industrielle, a connu une longue période de déclin car elle a dû se transformer. Le Secrétariat évoquera la difficulté de définir et de maîtriser des objectifs de croissance qui soient non seulement adaptés, mais aussi attendus, dans une région à l'économie diversifiée, où aucun secteur ne domine, ni ne montre des atouts particuliers, et dont le capital humain et la capacité d'innovation souffrent de faiblesses marquées. Si l'on veut répondre aux aspirations régionales de croissance, il importe de veiller à la capacité d'organiser la gouvernance avec originalité et flexibilité. Le défi à relever, c'est de pallier les conséquences négatives de la fragmentation et des rivalités pour construire une région stratégique qui atteigne la masse critique. Les représentants des pays examinateurs ouvriront le débat en exposant leur point de vue.

➤ **Action requise :** *pour examen et approbation*

Point 8 : Examen des politiques nationales de clusters : pourquoi sont elles à nouveau jugées utiles ?

13. Le Secrétariat exposera un rapport d'étape intitulé *Examen des politiques nationales de clusters : pourquoi sont elles à nouveau jugées utiles ?* En dépit d'une certaine « lassitude » à traiter des pôles d'activité, le concept de spécialisation régionale et de pôle d'activité gagne encore en importance dans la stratégie de nombreux pays de l'OCDE. Cette étude sur les politiques nationales de pôles d'activité a pour but de mieux connaître la nature et l'efficacité des différentes stratégies et des divers instruments dont se servent les autorités nationales pour favoriser la spécialisation régionale (c'est-à-dire les politiques de pôles d'activité ou des démarches similaires). Elle propose aussi une analyse des tendances de l'économie et de l'action publique qui donnent naissance à ces programmes, une typologie des objectifs des programmes et des mécanismes de sélection, les conséquences à en tirer pour une gouvernance adaptée à l'élaboration et à la gestion de ces programmes et les enseignements retenus pour les concevoir et les mettre en œuvre. Ces initiatives varient naturellement selon les aspects déjà cités, mais elles partent en général de deux hypothèses fondamentales : (1) soutenir les activités concurrentielles est un moyen essentiel d'atteindre des objectifs économiques nationaux ; (2) nombre de ces activités sont géographiquement concentrées et tirent au moins une partie de leur avantage concurrentiel de cette « agglomération » de sociétés, de producteurs de recherche, de main-d'œuvre qualifiée, etc. Les études de cas sur lesquelles repose ce rapport portent sur un large éventail de politiques de spécialisation régionale et de pôles d'activité appliquées dans plus de dix pays de

l'OCDE, dont bon nombre ont récemment fait l'objet d'un examen territorial au niveau régional ou national. Une version finale du rapport sera soumise au Comité pour examen et approbation en décembre 2006 compte tenu des commentaires formulés par les délégués.

➤ **Action requise :** *pour examen*

Point 9 : Document d'étape - La contribution des établissements d'enseignement supérieur au développement régional : questions et politiques

14. Le Secrétariat exposera un document d'étape intitulé *La contribution des établissements d'enseignement supérieur au développement régional : questions et politiques*. Ce document doit permettre de mieux comprendre deux aspects : i) la dimension régionale des activités des établissements d'enseignement supérieur ; et ii) la coopération des entreprises, locales et régionales, et des universités, qui elle-même contribue à renforcer l'engagement régional des établissements d'enseignement supérieur. Le document étudiera d'abord les diverses formes que peut prendre l'engagement des établissements d'enseignement supérieur envers leur région. Etant donné la diversité de leur rôle (former des diplômés, mais aussi favoriser la recherche et renforcer les mécanismes de gouvernance aux niveaux national et territorial, les universités représentent un atout « économique » encore sous-exploité. Il veut aussi mettre en évidence les obstacles qui s'opposent au développement de la coopération entre les entreprises et l'enseignement supérieur, ainsi que les raisons qui militent pour l'intervention et l'aide des pouvoirs publics. Il examinera enfin les politiques et les initiatives d'engagement régional qui visent à renforcer la gouvernance territoriale axée sur les établissements d'enseignement supérieur. Mme Jaana Puukka, Direction de l'éducation (EDU), fera un exposé sur la contribution à ces travaux du Programme sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur. Une version finale du rapport sera soumise au Comité pour examen et approbation en décembre 2006 compte tenu des commentaires formulés par les délégués.

➤ **Action requise :** *pour examen*